



Avis

# Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador

Présenté à la Commission de l'aménagement du territoire

**Projet de loi 97**

*Loi visant principalement à moderniser le régime forestier*

**Le 3 juin 2025**

---

Le présent document, intitulé « Avis présenté à la Commission de l'aménagement du territoire » a été préparé par l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) en collaboration avec l'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) pour les consultations particulières sur le projet de loi 97. Le contenu de cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et par quelques moyens que ce soit, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins personnelles ou publiques, mais non commerciales, sans frais ni autre permission, à moins d'avis contraire.

Il est seulement demandé :

- de reproduire le texte ou le matériel avec exactitude ;
- d'indiquer le titre complet du texte ou du matériel reproduit ;
- de citer le texte ou le matériel reproduit de la façon suivante :

« Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador et Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador, *Mémoire présenté à la Commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale du Québec*, dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 97, 3 juin 2025 ».

## Présentations

### Présentation de l'APNQL

L'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) a été créée en 1985. L'Assemblée est formée des Chefs des 43 communautés des Premières Nations situées au Québec et au Labrador et représente un total de dix nations : Anishinaabe, Atikamekw, Eeyouch, Innu, Kanien:keha'ka, Mi'gmaq, Naskapie, W8banaki, Wendat, Wolastoqiyik.

L'Assemblée se réunit environ quatre fois par année afin de donner des mandats à son Bureau et aux Commissions et organisations régionales qu'elle a mises sur pied. Les Chefs en Assemblée élisent, pour un mandat de trois ans, un Chef de l'APNQL. Le Chef actuel, monsieur Francis Verreault Paul, est en poste depuis février 2025.

L'APNQL est rattachée à l'Assemblée des Premières Nations (APN) dont le bureau est situé à Ottawa. Le Chef de l'APNQL est un membre de l'exécutif de l'APN.

### Présentation de l'IDDPNQL

L'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) a été fondé en 2000 par l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador. Depuis près de 25 ans, l'IDDPNQL collabore avec les Premières Nations dans la mise en œuvre de leur vision du développement durable.

L'IDDPNQL soutient les Premières Nations dans leurs démarches pour un territoire et des ressources en santé, pour des communautés durables, pour exercer pleinement leurs droits, responsabilités et juridictions, et pour promouvoir leurs cultures et leurs langues.

Ses axes d'intervention comprennent la défense des droits de Premières Nations, le service-conseil, la protection du territoire et des ressources, ainsi que la création d'espaces de partage entre Premières Nations.

## Table des matières

Présentations.....	i
Affirmation.....	2
Exposé général.....	3
Les Premières Nations et leurs droits .....	3
Le processus de collaboration avec les Premières Nations s’est avéré factice .....	4
Le contenu du projet de loi n°97 porte atteinte aux droits ancestraux et issus de traités des Premières Nations.....	5
Conclusion .....	8

## Affirmation

Notre participation aux travaux de la Commission de l'aménagement du territoire doit être reçue par votre gouvernement comme une démonstration de notre bonne foi et de notre volonté de contribuer avec respect aux discussions en cours.

Néanmoins, cette participation ne saurait être interprétée comme une consultation en bonne et due forme des Premières Nations. Nous ne sommes pas de simples parties prenantes : nous sommes les détenteurs de droits inhérents. En conséquence, tous nos gouvernements doivent être consultés conformément aux obligations qui incombent à l'État.

Le gouvernement du Québec est tenu d'agir dans le respect de l'honneur de la Couronne, comme lui a récemment rappelé la Cour supérieure du Québec. À ce titre, un forum distinct de consultation et d'accommodement, cherchant à obtenir le consentement préalable, libre et éclairé des Premières Nations, doit être mis en place tel que prévu par l'article 19 de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*. De plus, l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* protège et reconnaît les droits des peuples autochtones au Canada et doit constituer la base de nos relations.

Notre droit à l'autodétermination est inhérent à nos peuples, tout comme notre titre et nos droits ancestraux. Nos institutions politiques nous confèrent la légitimité d'établir des relations de gouvernements à gouvernement. C'est dans cette perspective que nous vous adressons le présent avis.

Le présent avis est soumis sous toutes réserves quant aux droits existants, ancestraux ou issus de traités des Premières Nations au Québec. Il ne porte atteinte, d'aucune manière à leurs positions, actions, négociations ou revendications territoriales, quelles qu'elles soient.

## Exposé général

### Les Premières Nations et leurs droits

---

Les Premières Nations occupent leurs territoires, y compris leurs eaux, depuis des temps immémoriaux. Ces territoires n’ont jamais été cédés. Les Premières Nations détiennent, sur leurs territoires respectifs, des **droits ancestraux et issus de traités**, incluant le titre ancestral.

Les Premières Nations ont le **droit de déterminer l’utilisation de leurs terres**, d’en jouir, de les occuper, de les posséder ainsi que d’en tirer des avantages économiques et de gérer ces terres de manière proactive. Les Premières Nations ont également le droit d’utiliser leurs territoires et leurs ressources pour répondre aux besoins de leurs collectivités et favoriser leur développement.

Les Premières Nations disposent du **droit inhérent à l’autodétermination**, lequel est reconnu par la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (DNUDPA)<sup>1</sup>. La DNUDPA est intégrée au droit canadien depuis 2021<sup>2</sup>. L’Assemblée nationale du Québec a d’ailleurs adopté, en 2019, une motion à l’unanimité qui reconnaissait ses grands principes.

Or, **les Premières Nations ont été historiquement exclues** de la planification, de la réalisation et de la mise en œuvre des projets de développement. Elles en ont subi les impacts négatifs sur leurs territoires et leurs droits, sans bénéficier des retombées positives. Les acteurs du secteur forestier et le gouvernement du Québec ont profité et continuent de profiter de l’exploitation des ressources situées sur ces territoires, en dépit des droits des Premières Nations.

Les Premières Nations, ainsi que leurs gouvernements, leurs savoirs et leurs expertises doivent être **placés au centre de l’aménagement et de la gestion des forêts**, tout en reconnaissant leur droit à l’autodétermination

---

<sup>1</sup> Les peuples autochtones disposent du droit à l’autodétermination et à l’autonomie gouvernementale sur leurs territoires et ressources, leur permettant de déterminer librement leur statut politique et de poursuivre leur développement économique, social et culturel (articles 3 et 4 de la DNUDPA).

<sup>2</sup> La *Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* est entrée en vigueur le 21 juin 2021.

Les Chefs des Premières Nations partagent une **vision commune du développement** sur les territoires<sup>3</sup>, lequel doit respecter quatre grands principes :

- le consentement préalable, libre et éclairé ;
- la cogestion du territoire ;
- la conservation du territoire ;
- et le partage des redevances avec les Premières Nations.

## Le processus de collaboration avec les Premières Nations s'est avéré factice

---

L'article 19 de la DNUDPA prévoit que « les États se **concertent et coopèrent** de bonne foi avec les peuples autochtones intéressés – par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives – **avant d'adopter et d'appliquer des mesures législatives** ou administratives susceptibles de concerner les peuples autochtones, afin d'obtenir leur **consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause** ».

Dans ce contexte, le processus d'échange mis en place pour réfléchir à l'avenir de la forêt et à la refonte du régime forestier représentait une **occasion idéale pour co-élaborer l'entièreté du projet de loi n° 97 avec les Premières Nations dans l'objectif d'une réconciliation juridique, environnementale, économique et sociale**. Force est de constater que le gouvernement du Québec s'est entêté à ne pas s'engager dans cette direction.

Malgré la bonne foi et l'engagement sincère des Premières Nations à participer au dialogue, la Ministre est restée **campée sur ses positions et fermée à toute remise en question**.

À travers cette démarche, le gouvernement du Québec a choisi de déposer un projet de loi qui **ne reconnaît aucunement l'étendue réelle des droits des Premières Nations**, les grandes orientations ayant été déterminées unilatéralement **sans aucune intégration** des enjeux et préoccupations soulevées par ces dernières.

Cette attitude perdure et se reflète actuellement dans les modalités entourant le dépôt du projet de loi n° 97 et les « consultations particulières » s'y afférant.

---

<sup>3</sup> [Déclaration des Chefs de l'APNQL](#), adoptée par consensus le 16 novembre 2021.

## Le contenu du projet de loi n° 97 porte atteinte aux droits ancestraux et issus de traités des Premières Nations

---

### RECOMMANDATION #1

**Le projet de loi n° 97 doit être réécrit dans son intégralité en co-élaboration avec les Premières Nations. Son contenu actuel est inacceptable, par la menace qu'il incarne pour les droits des Premières Nations, la santé de leurs territoires et la vitalité de leurs cultures et de leurs modes de vie.**

L'actuel projet de loi n° 97 représente **un recul majeur** en matière de réconciliation avec les Premières Nations et de gestion durable de nos forêts, notamment pour les raisons étayées ci-après.

Le projet de loi ne reconnaît pas véritablement les droits des Premières Nations ni l'obligation de consulter et d'accommoder

Les dispositions que l'on retrouve dans le projet de loi n° 97 par rapport aux droits des Premières Nations sont **superficielles et ne répondent pas aux rôles que ces dernières souhaitent jouer** dans la planification et la gestion des forêts.

L'élaboration d'une **politique de consultation autochtone<sup>4</sup> ainsi que la « prise en compte » des droits<sup>5</sup>** n'ajoutent aucune nouvelle obligation légale à laquelle le gouvernement du Québec n'était pas déjà soumis. Alors que les mécanismes mêmes proposés par le projet de loi menacent les droits des Premières Nations, il est flagrant que ces dispositions sont vides de sens et n'incarnent aucun engagement réel du gouvernement du Québec.

Le respect de nos droits ancestraux n'est pas une option politique : c'est une obligation légale et morale. L'élaboration de chaque nouvelle loi est une occasion de faire évoluer le contexte juridique afin de le mener vers cet objectif.

Par ailleurs, le projet de loi propose que la ministre détermine de façon unilatérale les **mesures d'harmonisation<sup>6</sup>** concernant les Premières Nations en fonction des impacts de la programmation des activités forestières sur celles-ci. Le projet de loi réduit l'obligation d'accommoder à une simple harmonisation des usages, et offre le plein pouvoir discrétionnaire à la ministre sur la portée de ces « accommodements ». Or, toute décision prise sans le consentement des Premières Nations ne peut être considérée comme un accommodement.

---

<sup>4</sup> Projet de loi n° 97, *Loi visant principalement à moderniser le régime forestier*, article 8.

<sup>5</sup> Projet de loi n° 97, *Loi visant principalement à moderniser le régime forestier*, article 3.

<sup>6</sup> Projet de loi n° 97, *Loi visant principalement à moderniser le régime forestier*, article 69.

**Recommandation #1.1** : Le régime forestier doit respecter l'obligation constitutionnelle de consulter et d'accommoder adéquatement les Premières Nations et intégrer des mécanismes permettant d'obtenir leur consentement libre, préalable et éclairé pour toute décision prise concernant leurs terres.

### L'exclusion des Premières Nations de la gestion forestière au bénéfice des entreprises privées

Le zonage forestier, dans sa forme actuelle, est inacceptable. Dans les zones d'aménagement forestier prioritaire, le projet de loi aura pour effet de **subordonner l'utilisation du territoire par les Premières Nations aux activités d'aménagement forestier**. Le gouvernement propose d'y interdire toute activité qui pourrait restreindre les activités d'aménagement forestier et empêcherait donc tout futur gouvernement d'y établir des mesures de conservation. Le fait que « les activités autochtones exercées à des fins domestiques, rituelles ou sociales » ne seraient pas visées<sup>7</sup> **n'assure en rien le maintien de la qualité de ces territoires** indispensable à la préservation de leurs modes de vie traditionnels, de leurs cultures et de leurs langues.

En conférant aux entreprises privées des droits quasi exclusifs — y compris la pleine responsabilité de la programmation opérationnelle des activités forestières — **le projet de loi accélère et institutionnalise la dépossession des territoires ancestraux des Premières Nations**. Réserver, à perpétuité, un minimum de 30 % du territoire forestier à l'industrie<sup>8</sup> revient à **privatiser un tiers des territoires des Premières Nations au profit d'intérêts industriels**. Il s'agit ni plus ni moins d'un retour à l'époque des concessions forestières.

En allant dans cette direction, le gouvernement du Québec adopte encore une **approche colonialiste** en réduisant et en impactant considérablement l'exercice de leurs droits sur leurs territoires.

**Recommandation #1.2** : Le zonage forestier tel que défini aux articles 17.4, 17.5 et 17.6 du projet de loi est inacceptable considérant les impacts majeurs qu'il engendrerait et doit être abandonné.

Les Premières Nations doivent pouvoir décider si elles veulent du zonage sur leur territoire et si oui, pouvoir définir les modalités qui l'encadreraient.

---

<sup>7</sup> Projet de loi n° 97, *Loi visant principalement à moderniser le régime forestier*, article 15.

<sup>8</sup> Québec, Ministère des Ressources naturelles et des Forêts, *Projet de loi visant principalement à moderniser le régime forestier*, Mémoire au Conseil des ministres, à la page 6.

## Le projet de loi engendrera l'accélération de la dégradation des forêts

Les membres des Premières Nations **constatent et ressentent depuis trop longtemps les impacts cumulatifs de pratiques forestières inadéquates** sur leurs territoires et refusent de les laisser se perpétuer sans agir.

Le **lien sacré au territoire**, encore bien vivant, est menacé par une foresterie qui n'est pas durable et qui sera empirée par les modalités découlant de ce projet de loi. Les membres des Premières Nations occupent toujours leur territoire et constatent que l'équilibre naturel n'y est plus, tel qu'en témoigne l'état des populations de certaines espèces, comme le caribou forestier.

Le projet de loi **met en péril la santé des écosystèmes** et, par le fait même, **la pérennité des ressources nécessaires à la vitalité socioéconomique** des communautés autochtones.

**Recommandation #1.3:** L'aménagement écosystémique, appuyé par les savoirs scientifique et autochtone, doit être au cœur du régime forestier, afin d'assurer le maintien des écosystèmes naturels et de leurs services écologiques ; de favoriser la résistance et la résilience de nos forêts ; puis, d'assurer la pérennité des ressources.

## Conclusion

---

Les Premières Nations sont les premiers témoins et les premières impactées par les répercussions de l'exploitation forestière. La ministre a été avertie à maintes reprises par les Premières Nations que le contenu du projet de loi est inacceptable et qu'aller de l'avant avec sa version actuelle aurait pour effet **d'attiser leur insatisfaction face à une exploitation de leur territoire qui continue de bafouer leurs droits.**

En plus des membres des Premières Nations, **la grande majorité des Québécois ne souhaite pas que le territoire soit privatisé pour l'industrie forestière**, comme en témoignent les récents communiqués de presse d'acteurs de la société civile. Puisque ce que ce projet de loi ne reçoit pas l'acceptabilité sociale, il est impossible que sa mise en œuvre atteigne les objectifs de prévisibilité qui justifiaient jusqu'à présent la révision du régime forestier.

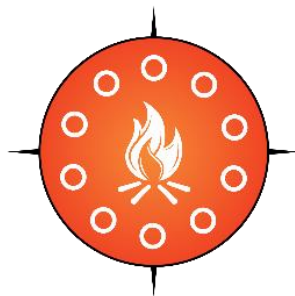
Dans cette optique, l'APNQL réitère que le projet de loi n° 97 doit être réécrit dans son intégralité **en co-élaboration** avec les Premières Nations. Cet exercice de co-élaboration devra prendre en considération les recommandations proposées dans ce mémoire et les incontournables suivants.

**L'APNQL considère que la réécriture d'un nouveau projet de loi avec les Premières Nations devra intégrer les éléments incontournables suivants :**

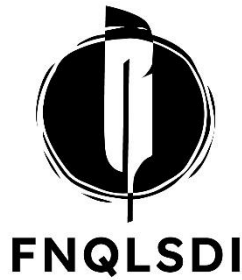
- ✓ La reconnaissance du rôle prépondérant des Premières Nations dans la gouvernance de leurs territoires, de la planification et de la gestion forestière ainsi que l'élaboration des lois, règlements, politiques et stratégies s'y afférant ;
- ✓ La compatibilité de l'aménagement durable des forêts avec le respect des droits des communautés autochtones, reconnus et affirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* et par la DNUDPA en mettant notamment de l'avant le consentement, libre, préalable et éclairé ;
- ✓ Le respect de l'obligation de consulter adéquatement les Premières Nations et de convenir avec elles des accommodements nécessaires ;
- ✓ Le partage avec les Premières Nations des retombées émanant de l'aménagement forestier effectué sur leurs territoires ;
- ✓ La recherche explicite d'un équilibre entre le maintien de l'intégrité écologique et culturelle des territoires et le développement économique.



**IDDPNQL**



**APNQL**  
ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS  
— QUEBEC-LABRADOR —



Notice

# Assembly of First Nations Quebec-Labrador

Presented to the Committee on Planning and the Public Domain

**Bill 97**

*An Act mainly to modernize the forest regime*

**June 3, 2025**

---

This document, entitled "Notice presented to the Committee on Planning and the Public Domain" has been prepared by the Assembly of First Nations Quebec-Labrador (AFNQL) in collaboration with the First Nations of Quebec and Labrador Sustainable Development Institute (FNQLSDI) for the special consultations on Bill 97. The contents of this publication may be reproduced in whole or in part and by any means, provided that the reproduction is solely for personal or public non-commercial use, without charge or further permission, unless otherwise specified.

We only ask that you :

- to reproduce the text or material accurately;
- indicate the full title of the text or material reproduced;
- quote the text or material reproduced in the following way:

"ASSEMBLY OF FIRST NATIONS QUEBEC-LABRADOR AND FIRST NATIONS OF QUEBEC AND LABRADOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT INSTITUTE, *Notice presented to the Committee on Planning and the Public Domain of the Quebec National Assembly*, as part of the special consultations on Bill 97, June 3, 2025.

# Presentations

## AFNQL presentation

The Assembly of First Nations Quebec-Labrador (AFNQL) was created in 1985. The Assembly is made up of the Chiefs of the 43 First Nations communities located in Quebec and Labrador, representing a total of ten nations: Anishinaabe, Atikamekw, Eeyouch, Innu, Kanien:keha'ka, Mi'gmaq, Naskapie, W8banaki, Wendat, Wolastoqiyik.

The Assembly meets about four times a year to give mandates to its Bureau and to the Commissions it has set up. The Chiefs in Assembly elect an AFNQL Chief for a three-year term. The current Chief, Francis Verreault Paul, has been in office since February 2025.

The AFNQL is attached to the Assembly of First Nations (AFN), whose office is located in Ottawa. The Chief of the AFNQL is a member of the AFN executive.

## Introduction to the FNQLSDI

The First Nations of Quebec and Labrador Sustainable Development Institute (FNQLSDI) was founded in 2000 by the Assembly of First Nations of Quebec and Labrador. For nearly 25 years, the FNQLSDI has been working with First Nations to implement their vision of sustainable development.

The FNQLSDI supports First Nations in their efforts so they can have healthy territories and resources and sustainable communities; fully exercise of their rights, responsibilities and jurisdictions; and the promote their cultures and languages.

Its areas of expertise include the defence of First Nations rights, consulting services, protecting the land and its resources, and providing spaces for sharing between First Nations.

## Table of contents

Presentations.....	i
Affirmation.....	2
General presentation .....	3
First Nations and their rights .....	3
The collaboration process with First Nations proved to be superficial.....	4
The content of Bill 97 infringes the ancestral and treaty rights of First Nations .....	4
Conclusion .....	7

## Affirmation

Our participation in the work of the Committee on Planning and the Public Domain must be seen by your government as a demonstration of our good faith and our willingness to contribute respectfully to the ongoing discussions.

Nonetheless, this participation cannot be interpreted as a formal consultation of First Nations. We are not mere stakeholders: we are holders of inherent rights. Consequently, all our governments must be consulted in accordance with the obligations of the State.

As the Quebec Superior Court recently reminded it, the Government of Quebec must act with respect to the honour of the Crown. Therefore, a separate consultation and accommodation forum, seeking the free, prior, and informed consent of First Nations, must be established as provided for in section 19 of the *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*. In addition, Section 35 of the *Constitution Act, 1982* protects and recognizes the rights of Indigenous peoples in Canada and must serve as the basis of our relationships.

Our right to self-determination is inherent to our peoples, as are our title and Aboriginal rights. Our political institutions give us the legitimacy to establish governments-to-government relations. It is in this spirit that we submit this notice to you.

This notice is submitted without prejudice to any existing, Aboriginal, or treaty rights of First Nations in Quebec. It does not affect their positions, actions, negotiations, or land claims in any ways.

## General presentation

### First Nations and their rights

---

First Nations have occupied their territories, including their waters, since time immemorial. These territories have never been ceded. First Nations hold **Aboriginal and treaty rights** to their respective territories, including Aboriginal title.

First Nations have the **right to determine the use of their lands**, to enjoy, occupy, own and benefit economically from them, and to manage these lands proactively. First Nations also have the right to use their territories and resources to meet the needs and promote the development of their communities.

First Nations have the **inherent right to self-determination**, which is recognized by the *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (UNDRIP)*<sup>1</sup>. The UNDRIP has been incorporated into Canadian law since 2021<sup>2</sup>. In 2019, the Quebec National Assembly unanimously adopted a motion recognizing its main principles.

**Historically, First Nations have been excluded** from the planning, execution and implementation of development projects. They have suffered the negative impacts on their territories and rights, without benefiting from the positive spin-offs. The forest industry and the Quebec government have benefited, and continue to benefit, from the exploitation of resources located on these territories, despite the rights of First Nations.

First Nations, as well as their governments, their knowledge and their expertise must be **placed at the heart of forest management**, while recognizing their right to self-determination.

The First Nations Chiefs share a **common vision of development** on their territories<sup>3</sup>, which must respect four main principles:

- free, prior and informed consent;
- joint management of the land;
- land conservation ; and
- royalties to be collected by First Nations.

---

<sup>1</sup> Indigenous peoples have the right to self-determination and self-government over their territories and resources, enabling them to freely determine their political status and pursue their economic, social and cultural development (sections 3 and 4 of the UNDRIP).

<sup>2</sup> *The United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples Act* came into force on June 21, 2021.

<sup>3</sup> [Declaration of the AFNQL Chiefs](#), adopted by consensus on November 16, 2021.

## The collaboration process with First Nations has proven to be a hollow exercise

---

Section 19 of UNDRIP states that "States **shall consult and cooperate** in good faith with the indigenous peoples concerned through their own representative institutions in order to obtain their **free, prior and informed consent before adopting and implementing legislative or administrative measure** that may affect them".

In this context, the exchange process put in place to reflect on the future of the forest and the reform of the forest regime represented the **ideal opportunity to co-draft the entire Bill 97 with First Nations, toward the goal of legal, environmental, economic, and social reconciliation**. It must be noted that the Quebec government has stubbornly refused to move in this direction.

Despite the good faith and sincere commitment of First Nations to participate in the dialogue, the minister **remained unwavering in her position and unwilling to consider any alternatives**.

Through this process, the Quebec government has chosen to table a bill that **does not recognize the true extent of First Nations rights**, as the broad orientations were determined unilaterally **without any integration** of their issues and concerns.

This attitude persists and is currently reflected in the modalities surrounding the tabling of Bill 97 and the special consultations related with it.

## The content of Bill 97 infringes the ancestral and treaty rights of First Nations

---

### RECOMMENDATION #1

**Bill 97 must be completely rewritten in co-development with First Nations. Its current content is unacceptable due to the threat it poses to First Nations rights, the health of their territories, and the vitality of their cultures and ways of life.**

The current Bill 97 represents **a major step backward** in terms of reconciliation with First Nations and sustainable forest management, particularly for the reasons outlined below.

The bill does not truly recognize First Nations rights or the duty to consult and accommodate

The provisions found in Bill 97 regarding First Nations rights are **superficial and do not reflect the roles that First Nations want to play** in forest planning and management.

The development of an **Indigenous consultation policy**<sup>4</sup>, as well as the **“taking into account” of rights**<sup>5</sup>, do not add any new legal obligations that the Quebec government was not already subject to. Given that the mechanism proposed by the bill threatens the rights of First Nations, it is clear that these provisions are meaningless and do not represent a genuine commitment on the part of the Quebec government.

The respect of our ancestral rights is not a political option: it is a legal and moral obligation. The drafting of each new law is an opportunity to advance the legal framework towards this goal.

Furthermore, the bill proposes that the minister unilaterally decide the **harmonization measures**<sup>6</sup> regarding First Nations based on the impacts of the forestry activities on them. The bill reduces the obligation to accommodate to a simple harmonization of uses and gives the minister full discretion over the scope of these “accommodations”. However, any decision made without the consent of First Nations cannot be considered an accommodation.

**Recommendation #1.1:** The forest regime must respect the constitutional obligation to consult and accommodate First Nations adequately and incorporate mechanisms to obtain their free, prior, and informed consent for any decision made regarding their territories.

### The exclusion of First Nations from forest management for the benefit of private companies

Forest zoning, in its current form, is unacceptable. In priority forest development zones, the bill will have the effect of **subordinating First Nations land use to forest development activities**. The government proposes to prohibit any activity that could restrict forest development activities and therefore prevent any future government from establishing conservation measures these zones. The fact that “indigenous activities pursued for domestic, ritual or social purposes” would not be targeted<sup>7</sup> **in no way guarantees the preservation of the quality of these territories**, which are essential to the preservation of their traditional ways of life, cultures and languages.

By granting private companies quasi-exclusive rights—including full responsibility for operational programming of forestry activities—the **bill accelerates and institutionalizes the dispossession of First Nations' ancestral territories**. Setting aside, in perpetuity, a

---

<sup>4</sup> Bill 97, An Act mainly to modernize the forest regime, section 8.

<sup>5</sup> Bill 97, An Act mainly to modernize the forest regime, section 3.

<sup>6</sup> Bill 97, An Act mainly to modernize the forest regime, section 69.

<sup>7</sup> Bill 97, An Act mainly to modernize the forest regime, section 15.

minimum of 30% of forest land for industry<sup>8</sup> amounts to **privatizing one-third of First Nations territories for industrial interests**. This is nothing less than a return to the era of forest concessions.

By moving in this direction, the Quebec government is once again adopting a **colonialist approach** by reducing and significantly impacting the exercise of their rights on their territories.

**Recommendation #1.2** : Forest zoning as defined in sections 17.4, 17.5, and 17.6 of the bill is unacceptable given the major impacts it would have and must be abandoned.

First Nations must be able to decide whether they want zoning on their territory and, if so, be allowed to define the conditions that would govern it.

The bill will accelerate forest degradation

First Nations members **have seen and felt for too long the cumulative impacts of inadequate forestry practices** on their territories and refuse to let them continue without taking action.

The **sacred relationship with the land**, which is still very much alive, is threatened by unsustainable forestry practices, which will be exacerbated by the provisions of this bill. First Nations members still live on their traditional territories and have observed that the natural balance has been disrupted, as demonstrated by the status of certain species, such as the woodland caribou.

The bill **endangers the health of ecosystems** and, by extension, **the viability of resources necessary for the socioeconomic vitality** of Indigenous communities.

**Recommendation #1.3**: Ecosystem-based development, supported by scientific and Indigenous knowledge, must be at the heart of the forest regime in order to ensure the maintenance of natural ecosystems and their ecological services; promote the resistance and resilience of our forests; and ensure the sustainability of resources.

---

<sup>8</sup> Quebec, Minister of Natural Resources and Forests, *An Act to mainly modernize the forest regime*, Brief to the Cabinet, page 6.

## Conclusion

---

First Nations are the first to witness and to be impacted by forest operations. The minister has been warned repeatedly by First Nations that the content of the bill is unacceptable and that moving forward with its current version **would exacerbate their dissatisfaction with the exploitation of their territory, which continues to violate their rights.**

In addition to First Nations members, **the vast majority of Quebecers do not want the land to be privatized for the forest industry**, as demonstrated by recent press releases from civil society stakeholders. Since this bill does not have social acceptance, it is impossible that its implementation will achieve the objectives of predictability that have so far justified the revision of the forest regime.

With this in mind, the AFNQL reiterates that Bill 97 must be completely rewritten **in co-development** with First Nations. This co-development exercise must take into consideration the recommendations proposed in this notice and the following key elements.

**The AFNQL believes that the rewriting of a new bill with First Nations must include the following essential elements:**

- ✓ Recognition of the leading role of First Nations in the governance of their territories, forest planning and management, and the development of related laws, regulations, policies and strategies;
- ✓ The compatibility of sustainable forest management with respect for the rights of indigenous communities, as recognized and affirmed by section 35 of the Constitution Act, 1982 and by the UNDRIP, notably by promoting free, prior and informed consent;
- ✓ Respect for the obligation to adequately consult with First Nations and to agree with them on the necessary accommodations;
- ✓ The sharing with First Nations of the benefits of forest management on their territories ;
- ✓ The explicit pursuit of a balance between land conservation and the economic development of the forest.

